



Assemblée générale

Distr. générale
31 octobre 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session

Point 114 d) de l'ordre du jour

Élections aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres élections :

élection de quatorze membres du Conseil
des droits de l'homme

Note verbale datée du 26 octobre 2016, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente des États-Unis d'Amérique présente ses compliments au Président de l'Assemblée générale et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint les engagements pris par les États-Unis d'Amérique (voir annexe) en matière de droits de l'homme dans le cadre de sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2017-2019, à l'occasion des élections qui se tiendront lors de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale à New York.

La Mission permanente saisit cette occasion pour renouveler au Président de l'Assemblée générale les assurances de sa très haute considération.



**Annexe à la note verbale datée du 26 octobre 2016
adressée au Président de l'Assemblée générale
par la Mission permanente des États-Unis d'Amérique
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Engagements des États-Unis d'Amérique
en matière de droits de l'homme**

La grande importance que les États-Unis accordent aux droits fondamentaux consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme s'explique par les valeurs fondatrices du pays et par la conviction selon laquelle le respect et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales contribuent à renforcer la paix, la sécurité et la prospérité internationales. Les États-Unis s'emploient à faire progresser les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans le monde tout en demeurant conscients de l'engagement qu'ils ont pris de se montrer dignes de leurs idéaux à l'échelle nationale et de s'acquitter de leurs obligations au regard du droit international des droits de l'homme.

Les États-Unis se réjouissent d'avoir participé au deuxième cycle de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme lors de leur précédent mandat. Ils se félicitent en particulier d'avoir eu la possibilité dans ce cadre de coopérer étroitement avec la société civile, notamment lors d'un débat public à Genève et à l'occasion de plusieurs consultations organisées dans l'ensemble des États-Unis. Comme il est indiqué dans son rapport final, le Gouvernement des États-Unis a étudié attentivement les 343 recommandations qui lui ont été adressées dans le cadre du dernier examen périodique universel. La suite donnée à ces recommandations témoigne de la volonté constante des États-Unis de créer, pour reprendre les termes de la Constitution, une « union plus parfaite ».

Les États-Unis prennent par conséquent les engagements suivants :

**Engagement de promouvoir et de soutenir les droits de l'homme
dans le cadre du système des Nations Unies**

1. Les États-Unis s'engagent à poursuivre leur action au sein du système des Nations Unies en vue de défendre énergiquement, partout dans le monde, tous ceux qui sont victimes de discriminations, de violences et de l'oppression ainsi que tous ceux qui s'emploient avec courage à protéger les droits d'autrui, souvent au péril de leur vie.
2. Les États-Unis s'engagent à poursuivre résolument leurs efforts pour que le Conseil des droits de l'homme contribue, avec impartialité, crédibilité et efficacité, à la réalisation des buts et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. À cette fin, les États-Unis continueront, de concert avec la communauté internationale, à promouvoir l'universalité, la transparence et l'objectivité dans toutes les activités du Conseil. Les États-Unis s'enorgueillissent des efforts qu'ils ont déployés en vue de former des partenariats avec des pays de toutes les régions afin d'accroître la crédibilité du Conseil, d'en renforcer le fonctionnement institutionnel et de créer des mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme. Durant leurs deux premiers mandats au Conseil, les États-Unis se sont réjouis du large soutien dont ont bénéficié plusieurs initiatives interrégionales importantes : nomination de deux rapporteurs spéciaux (l'un sur le

droit de réunion et d'association pacifiques, l'autre sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran), adoption d'une résolution sur le droit des femmes à une nationalité, adoption de quatre résolutions sur la situation des droits de l'homme au Sri Lanka, création du Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique, adoption de résolutions sur plusieurs questions importantes (mariage forcé précoce, mutilation génitale féminine). De même, les États-Unis se sont félicités que le Conseil ait pris des mesures urgentes pour résoudre les crises en Syrie, au Burundi, en Libye et en République centrafricaine.

3. Les États-Unis sont résolus à renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le cadre du système des Nations Unies, notamment à l'Assemblée générale et à la Troisième Commission. Ils entendent continuer à soutenir vigoureusement les travaux des mécanismes de protection des droits de l'homme de l'ONU (rapporteurs spéciaux, groupes de travail d'experts indépendants, commissions d'enquête) ainsi que le dialogue auquel donnent lieu les rapports de ces organes. Les États-Unis continueront aussi de soutenir l'action des organes conventionnels des droits de l'homme.

4. Comme en témoignent les vastes consultations tenues avec la société civile dans l'ensemble des États-Unis lors de l'examen périodique universel, les États-Unis reconnaissent et valorisent le rôle essentiel que jouent la société civile et les défenseurs des droits de l'homme dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Ils demeurent également déterminés à promouvoir la participation effective des organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU, y compris du Conseil, et d'autres organisations internationales, comme l'atteste l'action dynamique menée au sein du Comité chargé des organisations non gouvernementales.

5. Profondément attachés au principe de l'universalité des droits de l'homme, les États-Unis s'engagent à coopérer avec leurs partenaires internationaux, dans un esprit d'ouverture, de concertation et de respect, et réaffirment que les inquiétudes relatives à la situation des droits de l'homme, dans quel pays que ce soit, y compris le leur, constituent un sujet légitime de débat au sein des instances internationales.

6. Les États-Unis s'engagent à continuer d'apporter leur soutien au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), dont ils demeurent l'un des principaux donateurs. En 2015, ils ont versé 5,5 millions de dollars au HCDH pour le soutenir dans ses efforts de lutte contre les violations des droits de l'homme dans le monde entier, ainsi que près de 1,25 million de dollars au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme et 6,5 millions de dollars au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture. Ils envisagent également de contribuer aux activités menées en faveur des droits de l'homme en 2016.

7. Les États-Unis entendent également continuer à soutenir toutes les entités des Nations Unies dont l'action contribue à promouvoir les droits de l'homme. En 2015, en sus de leurs contributions statutaires aux organismes des Nations Unies, ils ont versé des contributions volontaires destinées à financer plusieurs initiatives en faveur de la promotion des droits de l'homme par l'intermédiaire notamment du Fonds des Nations Unies pour la population (35,0 millions de dollars), du Fonds des Nations Unies pour la démocratie (4,2 millions de dollars) et de l'Entité des

Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) (7,5 millions de dollars).

8. Les États-Unis s'engagent à appuyer l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et du Plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent, lesquels favorisent le respect des droits de l'homme et de l'état de droit. Ils prennent en outre l'engagement de promouvoir l'application de la résolution du Conseil des droits de l'homme sur les droits de l'homme et l'action menée pour prévenir et combattre l'extrémisme violent, adoptée le 2 octobre 2015.

9. Parallèlement à l'action qu'ils mènent à l'échelle nationale, les États-Unis demeurent résolus à promouvoir et à protéger les droits des peuples autochtones dans le cadre des travaux des organismes des Nations Unies, notamment en portant une attention constante aux questions autochtones au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale.

Engagement de faire progresser les droits de l'homme, les libertés fondamentales et la dignité humaine et la prospérité sur le plan international

1. Les États-Unis s'engagent à continuer d'aider les États à s'acquitter de leurs obligations en matière de droits de l'homme, par divers moyens : consultations, échanges d'experts, coopération technique et interrégionale, appui en matière de programmes aux activités des organisations non gouvernementales.

2. Les États-Unis s'engagent à poursuivre leur action en vue de renforcer les mécanismes mis en place sur le plan international pour promouvoir les droits, la protection et l'autonomisation des femmes, notamment en apportant leur appui à ONU-Femmes, à l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité ainsi que de toutes les résolutions ultérieures sur les femmes, la paix et la sécurité et de toutes les résolutions pertinentes du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et sur leur participation à la vie politique, aux travaux de la Commission de la condition de la femme et à ceux de la Commission interaméricaine des femmes.

3. Les États-Unis s'engagent à continuer de lutter contre la stigmatisation et la discrimination dans les lois et les politiques, de promouvoir les droits de l'homme de tous les individus, quelle que soit leur orientation sexuelle ou identité de genre, et sont heureux d'appuyer les efforts déployés par le Rapporteur spécial et l'unité de la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour accorder une plus grande importance à cette question à l'échelle régionale, ainsi que les efforts faits pour que les questions de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre soient prises en compte dans les travaux du Conseil des droits de l'homme, de l'Assemblée générale et du HCDH.

4. Les États-Unis s'engagent à continuer de promouvoir les droits des personnes handicapées, notamment par des mesures visant à éliminer la discrimination à leur égard et à renforcer leur intégration, leur dignité et leur autonomie individuelle, ainsi que l'égalité de traitement et l'accessibilité.

5. Les États-Unis sont résolus à combattre sur le plan international et national toutes les formes, directes et indirectes, de racisme et de discrimination raciale. Ils

sont partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et tiennent à ce que les objectifs de cet instrument soient pleinement atteints et les obligations qui y figurent intégralement respectées par les États parties. Il convient en particulier de s'attacher non seulement à éliminer les dernières dispositions juridiques qui font obstacle à l'égalité des droits et des chances, mais aussi à combattre les discriminations et inégalités qui subsistent dans les faits au sein des institutions et de la société. Les États-Unis s'engagent également à appuyer activement les efforts visant à réaliser les objectifs de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine.

6. Les États-Unis sont déterminés à s'acquitter des obligations qui leur incombent sur le plan international en vue de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ils apportent leur appui aux travaux du Rapporteur spécial sur la question de la torture et du Comité contre la torture, et s'enorgueillissent d'avoir rejoint en 2015 le Groupe des Amis de l'Initiative sur la Convention contre la torture.

7. Les États-Unis s'engagent à continuer de promouvoir le respect des droits des travailleurs dans le monde entier, notamment en collaborant avec les autres gouvernements et l'Organisation internationale du Travail, en promouvant l'adoption et l'application de politiques, de réglementations et de lois visant à assurer le respect des droits des travailleurs reconnus sur le plan international, et en finançant des projets d'assistance technique ayant pour but de lutter contre le travail forcé et les autres formes de traite des êtres humains, de promouvoir le droit à la liberté d'association et le droit à la négociation collective, de lutter contre la discrimination sur le lieu de travail et les conditions de travail relevant de l'exploitation, et de renforcer la capacité des associations de travailleurs, des employeurs et des pouvoirs publics de remédier aux problèmes relatifs aux relations de travail.

8. Les États-Unis s'engagent à promouvoir la ratification et l'application du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, notamment en favorisant la participation effective des organisations non gouvernementales aux réunions d'experts et aux réunions des organes conventionnels relatives à l'application de la Convention et du Protocole, ainsi qu'en continuant à prôner une approche multidisciplinaire, axée sur les victimes, adaptée aux différentes cultures, tenant compte des traumatismes subis et de la problématique hommes-femmes, tant dans la lutte contre la traite des êtres humains sous toutes ses formes que dans l'action menée pour rétablir la dignité, les droits de l'homme et les libertés fondamentales des victimes de la traite.

9. Les États-Unis s'engagent à continuer de promouvoir la tolérance religieuse et la liberté de religion pour tous les individus, quelles que soient leur religion ou leurs convictions, en particulier pour les membres des minorités et des groupes vulnérables, au moyen d'activités de sensibilisation, de mobilisation et de formation ainsi que de programmes spécialisés. Ils se réjouissent d'avoir apporté leur soutien à la résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme (« Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leur religion ou de leur conviction ») et à ses résolutions ultérieures, et ont joué un rôle important dans les réunions du Processus d'Istanbul et les travaux connexes qui ont suivi. Les États-Unis s'emploient à appliquer la résolution 16/18 du Conseil des droits de

l'homme par la mise en œuvre d'une série de programmes destinés à ouvrir le dialogue au sujet de cette résolution et de la tolérance religieuse. Ces programmes diffèrent par leur portée mais ont tous pour objectif d'établir un cadre légal en faveur de la tolérance religieuse, de faire appliquer les lois contre la discrimination et de favoriser la mobilisation des populations locales, notamment par des études de cas et des campagnes de sensibilisation. Les États-Unis ont déjà organisé des ateliers de ce type en Bosnie-Herzégovine, en Grèce, en Espagne et en Indonésie à l'intention de divers interlocuteurs (avocats, juges, fonctionnaires, représentants d'organisations non gouvernementales, responsables locaux, universitaires).

10. Les États-Unis s'engagent à poursuivre leur action en faveur des droits économiques, sociaux et culturels, notamment au Conseil des droits de l'homme, à l'Assemblée générale et au sein d'autres instances, conformément aux dispositions des instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels ils ont souscrit, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme. De plus, ils sont déterminés à réaliser les objectifs fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment ceux visant à éliminer la pauvreté extrême, à améliorer l'hygiène publique ainsi que l'accès à l'éducation et au logement, à réduire la violence et les inégalités, à élargir les débouchés offerts aux individus et à protéger leurs libertés fondamentales. Les États-Unis continuent en outre d'apporter leur appui aux programmes d'aide internationale bilatéraux et multilatéraux visant à renforcer la sécurité alimentaire, l'éducation, l'accès à des programmes et services de santé non discriminatoires, à l'eau potable et à d'autres biens et services économiques et sociaux.

11. Les États-Unis s'engagent à continuer de jouer un rôle de premier plan dans la promotion à l'échelle mondiale de la question des entreprises et des droits de l'homme en participant à des instances multilatérales, en adoptant prochainement un plan d'action national consacré aux pratiques responsables des entreprises et en apportant leur soutien et leur contribution à des initiatives multipartites. En 2011, ils se sont portés coauteurs de la résolution entérinant les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. En septembre 2014, ils ont commencé à élaborer leur propre plan d'action national consacré au comportement responsable des entreprises, dont l'objectif est la promotion de pratiques respectueuses des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. En janvier 2015, les États-Unis ont apporté des modifications à la Federal Acquisition Regulation conformément au décret présidentiel sur le renforcement de la protection contre la traite d'êtres humains dans les marchés publics fédéraux et aux règles visant à mettre fin à la traite d'êtres humains dans le cadre des marchés publics prévues dans le National Defense Authorization Act de 2013. Les États-Unis jouent également un rôle moteur dans la promotion, au moyen d'initiatives multipartites, de la responsabilité, de la transparence et de la mobilisation en ce qui concerne la sécurité et les droits de l'homme. Ils font partie des membres à l'origine du Partenariat pour le gouvernement ouvert, des Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, de l'Association du Code de conduite international des entreprises de sécurité privées et du Forum du Document de Montreux. Conformément aux engagements pris dans leur plan d'action national dans le cadre du Partenariat pour le gouvernement ouvert, les États-Unis travaillent à la mise en œuvre à l'échelle nationale de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives.

12. Les États-Unis s'engagent également à promouvoir et à protéger les droits de l'homme dans le cadre des organisations régionales. Membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de l'Organisation des États américains, ils s'engagent à y poursuivre leur action en faveur des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et à renforcer les institutions et dispositifs qui permettent de les défendre. En accord avec leur engagement en faveur des droits de l'homme au sein du système interaméricain, les États-Unis appuient vigoureusement les travaux de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, dont ils sont le principal donateur (2,3 millions de dollars en 2015), et jouent un rôle actif dans les procédures relatives aux recours individuels dirigés contre eux, dans les audiences thématiques, et dans les activités liées aux rapports thématiques et aux rapports de pays de la Commission.

13. Les États-Unis président la Communauté des démocraties pour la période 2015-2017 et dirigent les mesures engagées pour aider les démocraties naissantes à mener à bien leur transition. Parmi les grands thèmes de la présidence figurent la démocratie et la sécurité ainsi que la démocratie et le développement. Les groupes de travail de la Communauté des démocraties se focalisent sur des questions telles que la protection de la société civile, la liberté d'expression et le développement.

14. Conscients du rôle capital joué par les médias indépendants dans la promotion du droit à la liberté d'expression, la dénonciation des violations des droits de l'homme et la promotion de la responsabilité et de la transparence en matière de gouvernance, les États-Unis s'engagent à demeurer d'ardents défenseurs de la liberté d'expression et à promouvoir la liberté des médias et la protection des journalistes dans le monde entier. Dans cette optique, ils dirigent et soutiennent l'action menée au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale des Nations Unies pour protéger et promouvoir la liberté d'expression. En 2015, ils se sont portés coauteurs d'une déclaration commune sur la liberté d'expression artistique soutenue par plus de 50 pays. Les États-Unis apportent leur appui à des initiatives visant à renforcer la sécurité des journalistes, y compris la résolution sur cette question adoptée par consensus en septembre 2014 au Conseil des droits de l'homme. En juin 2012, ils se sont portés coauteurs d'une résolution de consensus du Conseil des droits de l'homme sur la question de la liberté sur Internet, affirmant que les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne, et ont également porté une résolution réaffirmant ces droits en 2014.

Engagement de faire progresser les droits de l'homme, les libertés fondamentales et la dignité humaine et la prospérité aux États-Unis

1. Le pouvoir exécutif des États-Unis s'engage à collaborer avec le Sénat dans la perspective de ratifier notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la Convention n° 111 de l'Organisation internationale du Travail.

2. Les États-Unis s'engagent à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu des traités conclus sous les auspices des Nations Unies et à entretenir un dialogue constructif avec les membres des organes créés en vertu d'instruments internationaux.

3. Les États-Unis s'engagent à continuer de coopérer avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme ainsi qu'avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme et les autres organes régionaux relatifs aux droits de l'homme, en répondant à leurs requêtes, en entretenant un dialogue avec eux et en accueillant leurs représentants en mission. Depuis 2012, ils ont accueilli sept rapporteurs spéciaux et groupes de travail dans le cadre de visites officielles.
4. Les États-Unis sont en outre fermement résolus à poursuivre leur long combat contre la discrimination fondée sur la race, la couleur de peau, l'âge, la nationalité, l'origine, la religion, le sexe, la situation de famille, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'état de santé ou le handicap dans les divers secteurs de la société américaine. Certaines lois protègent également les individus appartenant à des groupes linguistiques minoritaires ou résidant dans des institutions. Malgré les progrès réalisés par le mouvement pour les droits civils et de longues années d'efforts visant à instaurer l'égalité des droits et des chances pour tous, des formes pernicieuses de discrimination subsistent. Les États-Unis continuent de les combattre par une multitude de lois fédérales sur les droits civils, notamment le Civil Rights Act de 1964, le Voting Rights Act, le Fair Housing Act et l'article 1557 du Affordable Care Act.
5. Les États-Unis continuent en outre de combattre les crimes motivés par la haine, les violences policières et le trafic d'êtres humains en veillant à ce que ces faits fassent l'objet de poursuites judiciaires aux niveaux de l'État fédéral et des États fédérés, et en renforçant les filets de sécurité en matière de services sanitaires et sociaux. Les lois fédérales américaines relatives aux crimes motivés par la haine incriminent notamment le fait de porter volontairement atteinte à l'intégrité physique d'une personne, ou de tenter de le faire, en raison de sa race, de sa couleur de peau, de sa religion, de son origine nationale, de son sexe, de son orientation sexuelle, de son identité de genre ou de son handicap. Afin de renforcer davantage les protections et les procédures judiciaires contre la traite d'êtres humains, ainsi que sa prévention, le Congrès des États-Unis a adopté trois lois : le Violence Against Women Reauthorization Act de 2013, le Preventing Sex Trafficking and Strengthening Families Act et le Justice for Victims of Trafficking Act. Les États-Unis considèrent la traite d'êtres humains à la fois comme un crime violent et comme une question de santé publique, ce qui nécessite une réponse globale faisant intervenir les acteurs de la justice pénale, de la santé, de l'aide sociale, du travail et de l'éducation.
6. L'engagement pris par les États-Unis de continuer de promouvoir la prospérité, les droits de l'homme et les libertés fondamentales de toutes les personnes se trouvant sur leur territoire consiste également à protéger les droits des personnes handicapées par l'application de lois telles que l'Americans with Disabilities Act, le Rehabilitation Act et l'Individuals with Disabilities Education Act.
7. Les États-Unis continuent d'œuvrer en faveur de la pleine égalité raciale. Ils sont résolus à s'assurer que chaque citoyen américain soit protégé par une force de police locale qui soit au service de tous les membres de la société, et ils travaillent avec les autorités à l'échelle des collectivités locales et des États fédérés pour améliorer la formation des forces de l'ordre et renforcer la confiance des communautés. Les États-Unis garantissent légalement aux personnes de toutes races un accès égal au logement et au crédit au moyen de diverses lois comme le Fair Housing Act et l'Equal Credit Opportunity Act.

8. Les États-Unis sont en outre résolus à renforcer leurs relations intergouvernementales avec les tribus reconnues à l'échelle fédérale et à renforcer la politique américaine relative aux questions autochtones. Ils soutiennent à cette fin la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, comme il est énoncé dans la déclaration intitulée « Announcement of U.S. Support for the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples – Initiatives to Promote the Government-to-Government Relationship and Improve the Lives of Indigenous Peoples ». Si elle n'est pas juridiquement contraignante, la Déclaration revêt néanmoins un poids moral et politique considérable et complète les efforts déployés par le Gouvernement pour remédier aux injustices qu'ont subies par le passé les peuples autochtones des États-Unis. Le Gouvernement organise chaque année depuis 2009 la White House Tribal Nations Conference et a créé en 2013 le White House Council on Native American Affairs. En 2013, le Violence Against Women Reauthorization Act a été modifié et complété par une disposition historique reconnaissant aux tribus le pouvoir inhérent d'exercer leur compétence pénale sur les personnes, d'origine amérindienne ou non, qui commettent des violences conjugales ou violent des ordonnances de protection sur les terres tribales. Le Département de la justice des États-Unis continue à collaborer avec les gouvernements tribaux pour assurer la pleine mise en œuvre de cette nouvelle loi. Les États-Unis ont joué un rôle central dans l'élaboration du document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones tenue en septembre 2014. En 2014, les États-Unis ont versé une contribution volontaire de plus de 290 000 dollars à ONU-Femmes pour financer des projets sur le terrain destinés à protéger de la violence les femmes et les enfants autochtones.
